

“ Bons offices ”, internationali

La crise ministérielle, comme les deux précédentes, a pour cause l'affaire algérienne qui constitue depuis plus de trois ans, la question première de la politique française. Mais, à la différence des deux crises précédentes, elle n'a pas été provoquée par la façon de régler les frais de la guerre ou par les dispositions d'une loi-cadre qui n'est qu'une construction bureaucratique sans lendemain. Elle a eu sa cause directe dans la question des « bons offices », c'est-à-dire du premier pas de « l'internationalisation » de la question algérienne sous la forme d'une entremise américaine et anglaise entre le gouvernement français et le gouvernement tunisien, pour rétablir les rapports diplomatiques rompus après l'agression de Sakiet.

Une partie de la presse bourgeoise dénonce le vote commun de la droite (indépendants, poujadistes...) et des élus communistes contre le gouvernement Gaillard. C'est un argument à bon marché auquel peuvent seuls se laisser prendre d'imbéciles réformistes qui pourtant à l'occasion mélangeraient aussi leurs votes à ceux des élus communistes. Ce qui est plus intéressant à relever, c'est qu'une partie de l'argumentation des uns et des autres était la même: contre l'ingérence américaine. Les uns et les autres veulent, en fait, que la France seule règle l'affaire, les uns pour maintenir la domination française, les autres des « liens »... qui serviraient bien le capitalisme. Nous reviendrons plus loin sur la politique du P.C.F. pour montrer comment elle a travaillé en fait pour l'ingérence américaine qu'elle dénonce. Nous voulons — pour expliquer cette affaire des « bons offices » — la situer dans l'ensemble de la situation mondiale et de la politique de l'impérialisme américain dans le monde.

La révolution arabe.

L'Algérie, l'Afrique du Nord font partie du monde arabe qui s'étend de Casablanca à Bagdad. Celui-ci occupe une position stratégique et dispose de richesses dont on a pu voir l'importance au moment de l'affaire de Suez. Tout le commerce mondial et les ressources énergétiques du monde furent profondément affectés quand, en riposte à l'agression impérialiste, l'Égypte bloqua le canal de Suez et que les pipelines furent mis hors d'état de fonctionner.

Tout ce monde arabe est sur la voie de son émancipation. La révolution coloniale qui a au lendemain de la deuxième guerre mondiale atteint plus particulièrement l'Extrême-Orient bat actuellement son plein dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Dans cette lutte des peuples arabes pour acquérir leur liberté et le bien-être, pour accéder aux possibilités que peut donner le niveau actuel de la connaissance humaine, l'idée de l'unité arabe joue un rôle propulseur. Les peuples arabes ont vu dans le passé qu'un des moyens les plus efficaces du jeu impérialiste était leur division, plus particulièrement l'opposition des intérêts particuliers des couches dirigeantes des différents pays arabes.

Nous n'étudierons pas ici la question de l'unité arabe. Quels que puissent être les développements ultérieurs, à présent le rôle directeur le plus important dans la marche de la révolution arabe est joué par le gouvernement de l'Égypte, plus précisément de la République Arabe Unie. Il en est ainsi — et il en sera ainsi au moins jusqu'à l'accession de l'Algérie à son indépendance — surtout parce que l'Égypte est le pays le plus industrialisé de tout le Moyen-Orient. C'est d'ailleurs aussi cette situation — combinée à la gravité du problème agraire — qui explique pourquoi la lutte contre les vieilles directions féodales soumises à l'impérialisme a été poussée le plus vigoureusement par de jeunes officiers.

Les Etats-Unis et Nasser.

On sait que l'arrivée au pouvoir de Nasser ne fut pas mal accueillie par les Etats-Unis. Dans cette attitude, il entrerait pour une part certes une satisfaction des Américains de voir les positions des Anglais affaiblies et, par suite, la possibilité pour eux de se tailler une place plus importante dans le Moyen-Orient. Mais ce n'était là qu'un aspect accessoire, pour ainsi dire subordonné, de l'affaire. L'expansion américaine dans le monde actuel ne peut se faire qu'aux dépens des autres impérialistes. Mais la question principale pour les Américains était et est d'établir des régimes capables d'assurer « l'ordre », c'est-à-dire de maintenir le capitalisme. A la

place du régime corrompu et condamné de Farouk, l'impérialisme américain voyait en Nasser une force capable d'éviter un bouleversement social mettant en cause l'ordre capitaliste.

Cet aspect du problème n'était pas faux. Le régime de Nasser pour le moment canalise les formidables forces sociales qui se sont mises en marche. La dynamique des événements comportera certainement l'intervention des ouvriers et des masses de fellahs pour la satisfaction de leurs revendications propres. Mais, pour l'instant, le régime de Nasser exerce une autorité considérable sur l'Égypte et c'est au profit du capitalisme indigène qu'il le fait.

Le capitalisme américain avait cependant oublié quelques facteurs dans ses calculs. Il avait oublié — ou plutôt il ne mesurait pas exactement jusqu'à ces derniers temps — le grand changement du rapport des forces dans le monde, en faveur de la révolution; il ne se rendait pas compte des possibilités nouvelles de l'Union soviétique et des Etats ouvriers dans l'économie mondiale. Il pensait qu'avec un peu plus de souplesse que les vieux impérialismes anglais et français, il jouerait un rôle dirigeant dans les Etats qui venaient de se débarrasser de la tutelle impérialiste.

Aussi fut-il tout surpris des positions de Nasser (comme de celles d'autres chefs de pays sous-développés) quand celui-ci se permit un jeu de bascule fort audacieux entre l'Est et l'Ouest. Autrefois il n'y avait que les vieux impérialistes pour pouvoir fournir des capitaux, des techniciens, du matériel pour l'industrie et la guerre. A présent, l'Union soviétique et d'autres Etats ouvriers étaient en état de le faire; et ils le faisaient à des conditions économiques meilleures et sans exigences politiques. Il n'y a pas de doute que des hommes comme Nasser se rendent compte qu'en se liant de plus en plus économiquement à l'Union soviétique, ils favorisent dans les masses des sympathies prosoviétiques, communistes; mais ils pensent probablement que, dans l'état actuel des choses, ils seront capables de réprimer une montée communiste, et que s'ils ne risquent rien ils n'arriveront à rien. Et ils n'ont pas du tout renoncé — bien au contraire — à recevoir une aide du côté impérialiste.

Cette politique de « neutralisme actif » de Nasser a constitué une surprise désagréable pour l'impérialisme américain. Car, qu'on le veuille ou non, qu'on le reconnaisse ou qu'on affecte de l'ignorer, depuis l'affaire de Suez l'influence soviétique dans le Moyen-Orient est allée grandissant, et celle des Etats-Unis et du monde capitaliste n'a fait que décliner. La faillite de la « doctrine Eisenhower » proclamée quelques semaines après Suez en est un témoignage incontestable.

De ce fait se pose maintenant pour l'impérialisme américain un problème nouveau: placé sur la défensive, il veut endiguer la montée du nasserisme dans le monde arabe. A l'extrémité orientale de ce monde, il s'efforce de le faire en appuyant des dynasties féodales, des couches réactionnaires — et les résultats sont loin d'être brillants. Mais à l'ouest la situation lui apparaissait bien plus prometteuse, s'il n'y avait pas la guerre d'Algérie.

La résistance au « nasserisme » en Afrique du Nord.

La différence est toute relative. Elle consiste en ceci que les dirigeants bourgeois qui se sont faits les champions de l'indépendance nationale en Tunisie et au Maroc sont, par leur propre tendance, favorables au camp occidental. Dans le cas de Bourguiba en Tunisie, celui-ci même du temps de sa lutte pour l'indépendance nationale s'était montré un partisan ardent d'une collaboration avec l'impérialisme français. Ni Bourguiba ni le roi du Maroc ne voient d'un oeil sympathique la politique de Nasser de bascule entre l'Est et l'Ouest. Tous deux s'affichent comme des partisans de l'alliance atlantique, même s'ils n'en font pas officiellement partie. Le Maroc négocie avec le gouvernement américain sur la question des bases d'aviation qui sont installées sur le territoire du Maroc, mais pas du tout dans l'intention de les réduire ou de les supprimer. Quant à Bourguiba, il ne demandait qu'une reconnaissance générale que Bizerte est territoire tunisien, et ne songeait pas à demander son évacuation par les troupes françaises.

La situation serait donc prometteuse pour l'impérialisme... s'il n'y avait pas la guerre d'Algérie. Laquelle a sa logique.

La nouvelle révolution espagnole

Le meeting de solidarité aux Sociétés Savantes

Vendredi 18 avril, à l'appel d'un Comité franco-espagnol réuni à l'initiative de la Région Parisienne du P.O.U.M., militants et sympathisants révolutionnaires espagnols et français étaient venus nombreux entendre les échos de la grande lutte à nouveau démarrée par les travailleurs et les étudiants espagnols et leur exprimer leur solidarité. De nombreux messages furent lus à la tribune. Parmi eux celui de notre Section française de la IV^e Internationale que nous reproduisons ci-après. Un camarade du Parti socialiste chilien vint exposer son salut et exprimer l'écho recueilli par la lutte des travailleurs espagnols chez leurs frères d'Amérique latine.

Dans cette lutte du prolétariat espagnol, soutenue et renforcée par les paysans et les intellectuels de ce pays, ce sont les jeunes qui sont à l'avant-garde. Une nouvelle génération se forge qui renouera avec la grande lutte de 1936 et la mènera à la victoire. Son ampleur et son sens profond fut particulièrement exprimée dans l'intervention d'un militant étudiant espagnol qui déclara:

« Que l'on demande aux ouvriers, aux paysans, aux Espagnols de toutes tendances ce qu'ils veulent, ils vous répondront: un changement radical de la structure du pays: Eta-

lisation des banques et des grosses entreprises industrielles, nationalisation des terres.

« Cela, ils ne l'ont pas lu dans les livres, car en Espagne le régime l'interdit, ils l'ont compris spontanément dans leur expérience. Et ces idées ils les expriment plus que ceux qui peuvent, dans les autres pays, lire librement les livres marxistes où elles sont développées.

« Nous demandons une aide, nous devons unir toutes nos forces afin de faire de l'Espagne un pays démocratique avec une structure sociale et économique correspondant au monde actuel ».

En même temps que cet anticapitalisme profond, le peuple espagnol développe dans sa lutte un sentiment anti-impérialiste très clair.

Ce que nous avons entendu à ce meeting sur la solidarité du peuple espagnol en lutte contre le fascisme avec le peuple marocain opprimé par l'impérialisme espagnol, devrait servir d'exemple et de stimulant pour les organisations ouvrières françaises. Cela devrait les inciter à développer leur unité d'action pour à la fois balayer l'avance de la réaction en France et organiser la lutte des travailleurs de ce pays pour le soutien à la révolution algérienne et la reconnaissance de l'indépen-

dance totale de l'Algérie et des encore opprimés par l'impérialisme. Nous espérons que le meeting sera le début d'une action continuelle.

Chers camarades,

Nous vous remercions de votre soutien. Nous exprimons le salut et la solidarité du Parti Communiste Internationaliste (section de la IV^e Internationale) aux travailleurs espagnols qui mènent une lutte héroïque et grandiose pour le renversement du pouvoir fasciste de Franco. Nous sommes assurés que toutes les sections de la IV^e Internationale dans le monde, et tout particulièrement celles d'Amérique latine, font leur maximum pour susciter la solidarité des travailleurs de la classe ouvrière espagnole.

L'exemple de l'Espagne est bien connu. Il peut-être encore peu compris. Si le peuple espagnol ne peut l'emporter, c'est que la lutte ne fut pas assez générale. Il faut alors jusqu'à sa conséquence sociale, le renversement du capitalisme et l'établissement d'un pouvoir par les ouvriers pour le maintien des libertés démocratiques. Ce n'est qu'à la fin de la guerre que le peuple espagnol ne fut pas mené dans ce sens. Nous sommes maintenant où les récents mouve-